

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 22 - 26 octobre 2001

NOTES D'INFORMATION





Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2001/INF/12
28 Septembre 2001
ORIGINAL: ANGLAIS


RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES EN CONSÉQUENCE PAR LA DIRECTION—PROGRAMME DE PAYS— BOLIVIE (1997–2001)

Le présent document est à lire parallèlement au document intitulé "Rapport résumé d'évaluation du programme de pays—Bolivie (1997–2001)" (WFP/EB.3/2001/6/2).

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

RECOMMANDATION	POUR ACTION PAR	MESURES PRISES PAR LA DIRECTION	REVUE DES MESURES PRISES
Recommandations générales pour le futur programme			
<p>Pour améliorer la cohérence et la synergie des activités, le prochain programme de pays devrait être axé sur deux lignes stratégiques:</p> <p>i) développement rural et sécurité alimentaire, par la création d'avois ruraux, l'attention allant tout spécialement à la dégradation des sols, à l'amélioration des terres arables et à la gestion des ressources en eau; et ii) développement des ressources humaines, par l'appui des activités de santé et de nutrition ciblées vers les enfants de moins de six ans et les femmes, l'assainissement, l'éducation préscolaire et scolaire; la fourniture de micronutriments et l'aide aux enfants des rues.</p>	Bureau de pays	<p>Le SSP identifie les deux lignes stratégiques du futur programme, à savoir:</p> <p>Ligne stratégique 1: Appui du développement des ressources humaines, par l'alimentation préscolaire et scolaire l'accent étant mis sur la parité garçons/filles. Cette activité couvre aussi le programme de micronutriments.</p> <p>Ligne stratégique 2: Appui du développement rural et de la sécurité alimentaire, par des actions concernant la gestion des ressources naturelles, l'attention allant tout spécialement à l'agriculture durable, aux pratiques de gestion de l'eau et de conservation des sols. Cela inclut les problèmes de tenure de la terre, surtout en rapport avec les femmes.</p>	Le bureau de pays a effectué un exercice mettant en œuvre le cadre logique du prochain programme et intégré les deux lignes stratégiques qui constitueront la base dudit programme. La ligne stratégique 2 a été développée, l'accent étant mis sur le concept de moyens de subsistance durables.
 <p>Le Comité consultatif du programme et le service responsable du développement rural intégré et participatif dans les zones défavorisées exposées à l'insécurité alimentaire (DRIPAD) devraient assurer la mobilisation de l'aide technique aux niveaux national, départemental et municipal afin d'assurer un appui durable à l'infrastructure sur laquelle repose la production et d'aider le Conseil consultatif pour le suivi et l'évaluation.</p>	Bureau de pays	Le bureau de pays s'emploie avec DRIPAD et le Comité consultatif du programme à formuler une stratégie commune en vue d'établir des partenariats techniques et de doter les bureaux de contrepartie régionaux établis dans les préfectures de personnels techniques plus nombreux et plus qualifiés. Le Ministère de l'agriculture a commencé à renforcer ses moyens de vulgarisation agricole. Les efforts se poursuivront et le bureau de pays a déjà signé des accords d'assistance technique avec la FAO, l'UNICEF et certaines ONG.	L'aide technique est mobilisée par i) la formulation d'une stratégie avec le Ministère de l'agriculture; et ii) le renforcement du personnel technique du DRIPAD au niveau départemental. Des négociations sont engagées avec USAID, CARE, <i>Project Concern International</i> (PCI) et l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) pour assurer la coopération dès le début du prochain programme.
Le bureau du PAM en Bolivie devrait travailler conjointement avec les responsables municipaux à la mise au point d'outils analytiques et stratégiques simplifiés et pragmatiques facilitant le ciblage de l'aide alimentaire dans une municipalité. L'opération devrait s'élaborer autour de la demande communautaire, des activités municipales et de la hiérarchie des priorités et mettre en œuvre une vision stratégique du développement municipal faisant largement appel à la participation de la population.	Bureau de pays	<p>L'ACV a établi une méthode faisant appel à la participation qui sera appliquée à la fin de 2001 dans un nombre choisi de municipalités en liaison avec les autorités municipales et communautaires. L'objectif principal est d'améliorer le ciblage de certains groupes et d'isoler les activités prioritaires identifiées par la population dans le cadre du processus de participation populaire. Les données seront ventilées par sexe.</p> <p>Au cours du prochain programme de pays, on utilisera les données de l'ACV pour établir les bases du ciblage. L'opération demandera des ressources supplémentaires.</p>	<p>L'unité ACV a terminé son travail sur le terrain et identifié les groupes vulnérables au sein des collectivités. Pour assurer une transition en douceur, le bureau de pays commencera cette année la mise en œuvre qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'actuel programme (décembre 2002).</p> <p>Le bureau de pays prévoit d'établir les bases du ciblage à partir de l'année prochaine.</p>

RECOMMANDATION	POUR ACTION PAR	MESURES PRISES PAR LA DIRECTION	REVUE DES MESURES PRISES
<p>Il faut établir un cadre logique pour planifier le nouveau programme avec la participation de contreparties gouvernementales et non gouvernementales, afin d'identifier le problème central et, par suite, un effet désiré spécifique, les extrants nécessaires pour obtenir cet effet, et les indicateurs permettant l'évaluation des effets et, en définitive, de l'impact.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Au cours de la formulation du SSP, un atelier s'est réuni pendant trois jours pour identifier les grands axes stratégiques de développement qui seraient adoptés. L'atelier a tenu compte de consultations antérieures avec des contreparties et des bénéficiaires. Cette expérience sera reprise pour l'établissement du programme qui fera également appel à des ateliers. Le bureau de pays a prévu trois de ces ateliers entre août et novembre 2001. Les participants seront des contreparties nationales, d'éventuels associés et des bénéficiaires choisis.</p>	<p>Un atelier s'est réuni à la fin d'août avec la participation de personnel de contrepartie, de donateurs, d'organismes des Nations Unies, d'ONG et de personnel du PAM. Il a établi un cadre logistique couvrant l'identification du problème central, des objectifs stratégiques, des objectifs spécifiques et des indicateurs correspondants, ce qui rend possible la rédaction d'un projet de version initiale du prochain programme. Le bureau de pays organisera un autre atelier auquel participeront les bénéficiaires afin de réunir tous les intrants et tous les points de vue et de faire en sorte que le prochain programme prenne en compte les besoins de base des bénéficiaires.</p>
 <p>Les systèmes de suivi —Système de suivi et d'évaluation de la distribution des produits alimentaires (SIMEVDA) et système relatif aux mouvements des entrepôts (MOVALM)— devraient être complétés par un système de suivi et d'évaluation permettant de suivre les opérations d'aide du PAM et leurs effets. Il faudrait déterminer avant le début du prochain programme les données de référence qui permettraient de mesurer les effets attendus et l'impact. Les critères et les indicateurs de l'ACV pourraient être des éléments importants, non seulement pour l'identification de la vulnérabilité, mais aussi pour le suivi et l'évaluation des effets et de l'impact au niveau local.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Pour faciliter le suivi des progrès réalisés dans le cadre d'un programme de pays, le bureau de pays a formulé un mandat spécifique pour chaque visite sur le terrain et a divisé le pays en régions présentant des caractéristiques semblables.</p> <p>Une base de référence devrait être établie en 2002. Avant le début du prochain programme en 2003, on utilisera les critères et les indicateurs ACV pour la conception d'un système de suivi et d'évaluation intégré, qui renforcera les systèmes existants, au niveau local notamment. Il faudra prévoir des ressources supplémentaires pour l'ACV et pour d'autres opérations en rapport avec la programmation comme la préparation aux situations d'urgence.</p>	<p>Le bureau de pays conçoit actuellement un système de suivi et d'évaluation intégré avec indicateurs d'impact, qui sera prêt pour la fin de cette année.</p> <p>Les indicateurs identifiés et les résultats des ateliers chargés d'établir le cadre logistique constitueront la base sur laquelle s'appuiera la conception de l'étude de référence conduite en 2002. Le bureau de pays a établi le plan d'intervention d'urgence en septembre.</p>

RECOMMANDATION	POUR ACTION PAR	MESURES PRISES PAR LA DIRECTION	REVUE DES MESURES PRISES
Recommandations concernant la coordination			
<p>Pour harmoniser les cycles de programmation des organisations des Nations Unies dans le cadre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, le programme de pays actuel devrait être prolongé jusqu'en décembre 2002, le rythme d'exécution restant inchangé ainsi que les activités en cours et les ressources nécessaires. Le nouveau programme devrait commencer au début de 2003.</p>	Bureau de pays	<p>Le programme en cours sera prolongé de six mois (juillet-décembre 2002) au moyen des ressources disponibles, ce qui permettra son alignement sur les programmes d'autres organisations commençant en 2003. Cela exigera une redistribution des ressources entre les activités par des révisions budgétaires.</p>	<p>Des prolongations ont été demandées pour harmoniser le prochain programme de pays avec les programmes de toutes les organisations des Nations Unies.</p>
 <p>Les efforts devraient se poursuivre pour rechercher des partenariats stratégiques avec des organismes de coopération technique en vue d'améliorer l'évaluation technique et le suivi des activités, notamment dans le cadre du processus de formulation du Plan-cadre qui coïncide avec la préparation du nouveau programme de pays. Ces efforts et l'établissement des partenariats devraient commencer avec le démarrage du nouveau programme de pays.</p>	Bureau de pays	<p>Le plan de travail du bureau de pays pour 2001-2002 indique explicitement que chaque membre du personnel devrait identifier et négocier au moins un accord institutionnel avant la fin de l'année.</p> <p>Dans le cadre du Plan-cadre le PAM a identifié des possibilités d'association avec le bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (BCDPC) des Nations Unies, le FNUAP, le PNUD, l'UNICEF et l'UNESCO. L'UNDAF est d'accord pour utiliser l'ACV comme système de ciblage dans le cadre de la collaboration interinstitutions. Le SSP présenté à la troisième session ordinaire du Conseil d'administration donne la priorité à cette recommandation.</p>	<p>Un accord avec le Programme de coordination sanitaire intégrée (PROCOSI), constitué par un réseau d'ONG, a été signé. Le PAM s'emploie, avec l'USAID et le gouvernement à définir les secteurs géographiques qui seront couverts par le prochain programme de pays. Des pourparlers sont en cours avec CARE au sujet de la collaboration à l'activité en faveur des enfants des rues ainsi que dans de nouveaux secteurs identifiés par l'ACV. Dans l'atelier qui a eu lieu en août, un certain nombre de partenaires potentiels ont été identifiés; il s'agit notamment d'institutions des Nations Unies qui (dans le cadre du Plan-cadre aussi) ont repéré des secteurs spécifiques d'action bilatérale.</p>
Recommandations pour le programme de pays en cours			
<p>Il faudrait renforcer les achats effectués auprès d'agriculteurs de communautés et de zones rurales générant des surplus et leur donner la priorité par le biais d'organisations économiques de paysans et d'organismes tels que le Comité de liaison pour les organisations économiques d'agriculteurs. Ainsi, l'accent sera mis sur les régions dans lesquelles le programme est exécuté.</p>	Bureau de pays	<p>Le PAM fera de son mieux pour acheter les produits des agriculteurs en fonction de la quantité globale proposée par leurs organisations et des prix. En fait, pendant le premier trimestre de 2001 ce sont les produits des agriculteurs qui ont été achetés par le programme. Tel est le cas du quinoa et du maïs.</p>	<p>De nouveaux achats locaux de sel iodé, de riz et de quinoa ont été effectués.</p>



RECOMMANDATION	POUR ACTION PAR	MESURES PRISES PAR LA DIRECTION	REVUE DES MESURES PRISES
<p>Le Programme national de soins en faveur des enfants âgés de moins de 6 ans (PAN) doit être maintenu et suivi dans les secteurs ruraux et péri-urbains les plus pauvres, les soins complets aux enfants continuant d'être assurés en même temps qu'est promue la participation des parents, et surtout des femmes, aux activités économiques et sociales des centres et des communautés. Les municipalités peuvent aider à rechercher des partenariats stratégiques et la coordination avec des ONG et d'autres acteurs de la société civile pouvant apporter une contribution au niveau opérationnel.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Le programme du PAN a été inclus dans le SSP dans le cadre du secteur stratégique 1. L'accent continuera d'être mis sur les stratégies de participation et sur la problématique hommes-femmes.</p> <p>À l'heure actuelle, le programme du PAN a signé des accords de coopération avec les préfectures, les municipalités et 53 ONG. Il continue de rechercher des alliances stratégiques pour augmenter les contributions de contrepartie des municipalités et de la société civile.</p> <p>L'activité bénéficie en 2001 de l'Initiative d'alimentation scolaire qui a permis d'augmenter d'environ 35 000 le nombre d'enfants d'âge préscolaire.</p>	<p>Les produits de l'Initiative en faveur de l'alimentation scolaire (7 880 tonnes) commencent à arriver en Bolivie.</p> <p>Le programme du PAM a renforcé les relations avec les ONG et a conçu une stratégie visant à augmenter la contribution des municipalités en intégrant au nouveau programme de financement décentralisé (Trésor national, Initiative II en faveur des pays fortement endettés (HIPC II), Direction unifiée du Fonds) qui a donné la priorité au PAN.</p>
<p>Alimentation scolaire</p> <p>Le programme d'alimentation scolaire devrait se poursuivre et pourra être intégré à l'Initiative en faveur de l'alimentation scolaire des États-Unis. Le système de suivi devrait appliquer des critères sur la qualité de l'enseignement (formation professionnelle des enseignants, infrastructure scolaire et assainissement).</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>L'activité d'alimentation scolaire sera de nouveau soumise l'année prochaine à l'Initiative d'alimentation scolaire pour permettre une augmentation du nombre des bénéficiaires. L'activité sera prolongée au moyen des ressources disponibles jusqu'en décembre 2002, c'est à dire jusqu'à la fin du programme en cours. Le nouveau programme de pays commencera en 2003.</p> <p>Un système de suivi amélioré, dont la conception sera achevée pour la fin de 2001, sera prêt à être exécuté pour la prochaine année scolaire; il prévoira des critères sur la qualité de l'enseignement et utilisera une approche fondée sur la participation.</p>	<p>Le bureau de pays a demandé à l'Initiative en faveur de l'alimentation scolaire de financer ce projet, mais il n'a pas encore été reçu de réponse.</p> <p>Le nouveau système de suivi devrait être mis en œuvre l'année prochaine.</p>
<p>Aide aux enfants des rues</p> <p>Il faudrait maintenir et renforcer l'aide aux enfants des rues et identifier des critères et des indicateurs mesurant l'impact de l'aide alimentaire du PAM.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Cette activité complémentaire est exécutée conformément au plan. On met actuellement au point la conception du système de suivi qui comportera des indicateurs permettant de mesurer l'impact de l'aide alimentaire.</p>	<p>Cette activité se déroule comme prévu, mais des ressources supplémentaires sont encore nécessaires pour la conception et la mise en place de stratégies de santé, d'un appui à la production et d'infrastructure à l'intention des filles.</p> <p>La phase conception du suivi est achevée et le système sera mis en œuvre à titre d'essai au cours des prochains mois.</p>